

RÉDACTION

Rédacteur en chef : Paul Rigny

Rédactrice en chef adjointe :

Séverine Bléneau-Serdel

Secrétaire de rédaction : Roselyne Messal

Chef de rubrique, Collection « L'Actualité Chimique - Livres » : Minh-Thu Dinh-Audouin

Webmestre : Jérémie Meyer de Ville

http://www.etage-13.com

Comité des rubriques :

Recherche et développement : Paul Rigny,

Industrie : Gilbert Schorsch, Enseignement et

formation : Michel Boyer et Katia Fajerwerg,

TP : Xavier Bataille et Nicolas Cheymol, Histoire de

la chimie : Marika Blondel-Mégrelis, Comment ça

marche ? : Véronique Nardello-Rataj, Chimie des

aliments et du goût : Hervé This, À propos de :

Bernard Sillion, En bref : Séverine Bléneau-Serdel,

Roselyne Messal, Actualités de la SCF et Agenda :

Roselyne Messal, Livres et médias : Yves Dubosc

Comité de rédaction :

P. Arpino, H. Belhadj-Tahar, J. Belloni, E. Bordes-

Richard, J. Buendia, N. Capron-Joubert, C. Cartier

dit Moulin, C. Cordella, J.-C. Daniel, R.-E. Eastes,

E. Florentin, J.-P. Foulon, J. Fournier, F. Lafuma,

J.-F. Lambert, V. Lucas, N. Moreau, A. Ouail,

P. Pichat, A. Picot, M. Poite, M. Quarton,

F. Rocquet, E. Soulié, H. Toulhoat, M. Verdagner,

P. Vermeulin, D. von Euw

Partenariat : CNRS, Fondation Internationale de la Maison de la Chimie

Publication analysée ou indexée par :

Chemical Abstracts, base de données PASCAL

ÉDITION

Société Chimique de France

250 rue Saint-Jacques, 75005 Paris

Tél. : 01 40 46 71 64 - Fax : 01 40 46 71 61

redaction@lactualitechimique.org

http://www.lactualitechimique.org

Directeur de la publication : Olivier Homolle,

président de la Société Chimique de France

Imprimerie : SPEI, BP 26, 54425 Pulnoy

Maquette articles : e-Press, Casablanca

Technopark, Route de Nouaceur, Casablanca

(Maroc)

Maquette hors articles : Mag Design

http://www.magdesign.info

ISSN 0151 9093

PUBLICITÉ

EDIF, Le Clemenceau, 102 avenue Georges

Clemenceau, 94700 Maisons-Alfort

Tél. : 01 43 53 64 00 - Fax : 01 43 53 48 00

edition@edif.fr, http://www.edif.fr

Index des annonceurs : p. 2

© SCF 2009 - Tous droits réservés

Dépôt légal : février 2009

Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, fait sans le consentement de l'auteur, ou des ayants droits, ou ayant cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies et les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part, et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration.

TARIFS 2009 - L'ACTUALITÉ CHIMIQUE

(11 numéros par an)

Particuliers : France 95 € - Étranger 100 €

Institutions : France 195 € - Étranger 205 €

Lycées : France 110 € - Étranger 130 €

Membres de la SCF (hors membres associés) :

abonnement inclus dans la cotisation

Abonnement : SCF, Nadine Colliot

250 rue Saint-Jacques, 75005 Paris

Tél. : 01 40 46 71 66 - Fax : 01 40 46 71 61

adhesion@sfc.fr

Prix de vente au numéro : 32 € (port inclus)



Relations universités-entreprises : une schizophrénie

Un reproche récurrent aux modifications en cours du système français de recherche (SFRES avec l'enseignement supérieur, SFRI avec l'innovation) mis en avant par leurs opposants est qu'elles veulent favoriser « l'utilisation des deniers publics pour le bénéfice du privé. » Les anciens slogans « On veut mettre la recherche française au service du capital ! » ne sont pas loin. On peut être médusé de la persistance de telles résistances aux encouragements aux collaborations universités entreprises, qu'on avait pu croire bien estompées.

Le « Pacte pour la recherche » d'avril 2006 a institué plusieurs mécanismes de collaboration recherche-entreprise, les « pôles de compétitivité », les « instituts Carnot » par exemple. Trop jeunes probablement pour faire l'objet d'une évaluation encore convaincante sur résultats, ces dispositifs – les multiples réunions ou colloques d'information qu'ils organisent le montrent – sont le siège d'activités intenses de recherches coordonnées ou partenariales. Le côté « schizophrène » est que les laboratoires du monde académique (universités et/ou CNRS) y jouent un rôle tout à fait important, parfois majeur : dans les établissements mêmes d'où émanent tant de critiques sur les attendus de la politique de valorisation de la recherche sont situés des laboratoires qui jouent ce jeu avec énergie et compétence.

Au Royaume-Uni, l'on pose que « l'objectif de la science est d'apporter à la société de la prospérité, du bien-être et de la justice sociale » ; en Allemagne, on appelle des partenariats « *associer la science et l'économie* » ; inutile de citer les États-Unis ou le Japon sous ce rapport. La crise économique actuelle appelle partout le développement de la recherche « *pour faire repartir l'économie et créer des emplois* ». Pourquoi en France devrait-on rejeter par principe l'objectif qu'un système de recherche et d'innovation veuille rapprocher recherche publique et entreprise, comme si on n'arrivait pas à démoder d'une idéologie qui date des générations où la recherche n'était qu'une activité anecdotique dans le pays (combien d'enseignants-chercheurs en France dans les années 60 ?) ?

Malheureusement, on peut trouver à cette attitude au moins deux raisons. L'une, irritante mais superflue, est la présentation provocante de certains discours officiels ; d'autres ont braqué d'autres communautés en attaquant « le mammoth » ou « les diplômés en maternelle ». On bouscule les

chercheurs en traitant le système de recherche « d'infantile et paralysant ; qui gaspille les moyens » (discours de l'Élysée rapporté dans *Les Échos* du 23 janvier 2009). Qu'on argumente le fond ou pas, on comprend mal la psychologie qui sous-tend le choix de ces expressions. Une deuxième raison est plus profonde : c'est la traditionnelle difficulté française du dialogue de l'entreprise avec la recherche en général et le monde académique en particulier. Toutes les analyses chiffrées* illustrent que la part des entreprises dans la recherche française est exceptionnellement faible et, de plus, largement financée sur fonds publics. Trop radicalement ancré dans notre culture, ce handicap majeur est-il sans solution ?

Le « bousculement » en cours du SFRI, qui crée de nouvelles structures où industriels et chercheurs sont appelés à travailler ensemble, sera-t-il le choc qui rétablira l'harmonie ? On peut évidemment fortement en douter, car la contestation se porte en ce début de février (au moins jusqu'à la nomination, le 9, d'une médiatrice – fera-t-elle miracle ?) sur les statuts d'enseignant-chercheur – ce qui ne simplifie pas le problème. À l'heure actuelle pourtant, jouer le jeu de la loi LRU, votée le 10 août 2007, ressemble à une question de vie ou de mort pour la recherche. Cela serait de nature à apaiser le positionnement des universités par rapport aux acteurs de l'économie. En cas d'échec, on peut craindre de voir jouer la tentation du repliement chacun chez soi dont on sait qu'il est mortel ; culturellement sympathique à beaucoup dans l'université, cette tendance rôde aussi autour des grandes entreprises, parfois prêtes à délocaliser leurs laboratoires, affaiblissant les moyens de la recherche nationale. Saura-t-on éviter ce naufrage ?

L'Actualité Chimique présente ici un numéro spécial sur l'électrochimie, coordonné par Fethi Bedioui, que nous sommes heureux de remercier. Bien équilibré entre la présentation d'études de recherches fondamentales et celle de travaux qui nous changent la vie aujourd'hui (les piles au lithium...) ou qui nous la changeront demain (la voiture électrique...), ce numéro fait ressortir que la chimie bénéficie (et depuis toujours) d'une situation privilégiée sur les relations entre recherches fondamentales ou appliquées.

Paul Rigny
Rédacteur en chef

*Voir par exemple *FutuRIS 2008, La Recherche et l'Innovation en France*, J. Lesourne, D. Randet, Éditions Odile Jacob, 2008.